



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1814>

Stop TAFTA !

- International -



Date de mise en ligne : lundi 30 juin 2014

Description :

Les élections européennes ont mis le projet de marché transatlantique sous les feux des projecteurs médiatiques.

Les mois qui viennent doivent être mis à profit pour développer la campagne populaire et faire cesser les négociations ouvertes depuis un an entre les Etats Unis et la commission européenne.

L'École Émancipée

Les élections européennes ont mis le projet de marché transatlantique sous les feux des projecteurs médiatiques. Les mois qui viennent doivent être mis à profit pour développer la campagne populaire et faire cesser les négociations ouvertes depuis un an entre les États Unis et la commission européenne.

En France, une vaste coalition de plus de 30 organisations s'est constituée en décembre 2013, dans laquelle les organisations syndicales Solidaires, CGT, FSU et Confédération paysanne, sont impliquées, aux côtés d'ATTAC, de la fondation Copernic, des économistes atterrés, de réseaux écologistes (les amis de terre, Collectifs contre le Gaz de Schiste, collectifs contre les Grands Projets Inutiles, Alternatiba etc...) ou d'organisations politiques (FdG, EE les Verts, Nouvelle Donne, NPA).

Des initiatives ont émergé de ce cadre collectif : rassemblement contre la réunion entre de grandes entreprises multinationales, et Karel de Gucht, négociateur du TAFTA, manifestation à Paris lors d'une journée européenne de mobilisation le 17 mai... D'autres sont en préparation, en lien avec les mouvements européens à l'automne 2014.

Localement, de nombreuses réunions d'information se tiennent, avec des collectifs unitaires en constitution (actuellement 65 sont dénombrés) et une affluence nettement supérieure aux initiatives prises ces dernières années sur des thématiques altermondialistes et antilibérales.

Le spectre très large des forces mobilisées fait toute la force de cette mobilisation naissante et, dans le même temps, produit des difficultés inhérentes à ce type de mouvement porté par des mouvements qui ne se côtoient que trop rarement.

Force du mouvement ancrée autour de problématiques spécifiques, dont la pluralité permet d'embrasser toutes les dimensions des combats sociaux : droits démocratiques, environnementaux, droits des salariés, combats pour des services publics de qualité...

Cette diversité est source de dynamiques et de rassemblement pour autant qu'elle soit respectueuse de chacune de ces batailles. Les craintes parfois exprimées par des mouvements « citoyens » ou écologiques de se voir relégués en combats secondaires est l'expression de difficultés récurrentes à articuler plutôt qu'à hiérarchiser les luttes sociales.

D'autant que cette méfiance s'accompagne d'incompréhensions réciproques entre mouvements et organisations, incompréhensions liées en partie à des histoires militantes et des approches organisationnelles différentes.

La construction du cadre unitaire a également fait émerger des débats, qui sans nécessairement devoir être tranchés pour agir se doivent d'être approfondis.

Comme dans tout mouvement social, la définition de la cible du combat est essentiel, et permet de passer au révélateur les analyses parfois différentes des parties prenantes à la mobilisation.

Pour certains, ce projet de marché transatlantique met en exergue le projet impérialiste des États Unis, et serait le pendant économique de l'OTAN militaire.

Pour d'autres, la cible principale doit être les multinationales, premières bénéficiaires des traités de libre échange, quelles que soient leurs nationalités.

Au delà de ces débats tactiques, ce sont aussi des analyses de fond sur la nature du capitalisme européen (sous

Stop TAFTA !

hégémonie des Etats-Unis ou intégré dans une lutte inter impérialiste ?), qu'il nous faudrait mener, en lien avec les débats portant sur la crise économique et politique de l'UE.

D'autre part, les débats traversant le syndicalisme européen, notamment au sein de la CES, se sont invités au cours de la construction du collectif français. Ainsi, pour une partie de la CGT, l'opposition frontale aux négociations se devait d'être accompagnée de propositions « en positif », position proche du compromis trouvé au sein de la CES entre des syndicats des pays Nord-européens, fortement exportateurs et souvent favorables au traité de libre échange avec l'espoir qu'il soit créateur d'emplois dans leur secteur d'activité, et des syndicats, souvent du Sud de l'Europe, plus farouchement opposés.

Les raisons ne manquent pas de s'investir pleinement dans cette campagne. Pour la richesse des débats que cette mobilisation suscite, pour l'importance de cette lutte pour notre mouvement syndical opposé à la marchandisation et à la libéralisation du monde, mais aussi car le rassemblement qu'il crée est une opportunité pour reprendre pied contre les libéraux dans la bataille idéologique. ĩ

Julien Rivoire